



LE BULLETIN CLOUET

Hadrien Clouet, député de la circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

CETTE SEMAINE

LA RÉFORME EN ÉCHEC À L'ASSEMBLÉE
LES MENSONGES DU GOUVERNEMENT

ILS ONT OSÉ !

RN : OPPOSITION EN CARTON

Après avoir été **inexistant** pendant toute la durée des débats, le RN a tenté de se faire passer pour un parti d'opposition en déposant une **motion de censure** vendredi, après la fin de l'examen de la réforme à l'Assemblée. Le groupe d'extrême droite ne trompe personne, ses député·es ont beau faire semblant de se soucier des questions sociales, **tous défendent le Capital**, leur cheffe la première. Sur France Info la semaine dernière Marine Le Pen défendait la **retraite à 67 ans** et refusait de faire contribuer les plus riches "des taxes, toujours des taxes". **Tous se sont abstenus** pour le rétablissement de l'**ISF**, la hausse de la **CSG sur les revenus du Capital**, la contribution exceptionnelle sur les **dividendes... Aussi inutile que nuisible, le RN est une arnaque.**

À L'ASSEMBLÉE

LA RÉFORME EN ÉCHEC À L'ASSEMBLÉE



L'examen de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale s'est achevé vendredi 17 février. Après seulement **73 heures de débat** en hémicycle, les député·es n'ont pas adopté le projet de loi. À titre de comparaison, **122 heures** avaient été

consacrées à la précédente réforme des retraites en 2020, **finalement abandonnée par Macron** au début de la crise sanitaire. Loin du "spectacle" et du "bordel" annoncé par les médias et le Gouvernement, cette séquence est une **victoire politique**. La grande majorité des Français·es ne voulant pas de cette réforme injuste, il était donc hors de question de la voter. Ce texte n'a **aucune légitimité parlementaire, et aucune légitimité populaire**.

Nous avons déposé plus de **13 000 amendements de fond**, et proposé des milliers de propositions de recettes : **taxer les super dividendes, faire contribuer les plateformes numériques** (Uber, Deliveroo, Airbnb...), appliquer l'**égalité salariale** réelle entre les femmes et les hommes (qui rapporterait **8 milliards d'euros** aux caisses de retraites), tant de moyens de prouver l'inutilité de la réforme. Le Gouvernement a quant à lui multiplié les **mensonges et les manœuvres politiques** depuis la présentation du projet de loi : véhicule législatif inadapté (texte budgétaire), utilisation de l'**article 47-1** de la Constitution pour réduire les débats, refus de reporter la niche parlementaire socialiste et de siéger les week-end, **exclusion du député insoumis Thomas Portes** pour avoir tweeté une photo ballon au pied... Tous les moyens sont bons pour déstabiliser l'opposition.

L'examen du texte va se poursuivre **au Sénat** du 28 février au 12 mars. les parlementaires des deux chambres auront ensuite **jusqu'au 28 mars** pour se prononcer sur la réforme. **En attendant la lutte continue, le 7 mars mobilisation générale !**

LES MENSONGES DU GOUVERNEMENT



Depuis la présentation du projet de réforme des retraites fin janvier, les ministres disent tout et son contraire. Pension minimale à 1 200 €, annuités requises pour partir à la retraite, nombre

de bénéficiaires des revalorisations... Le Gouvernement a botté en touche jusqu'aux dernières minutes des débats, incapable de répondre aux questions des député·es (mon discours à la tribune [ici](#)).

PENSION À 1 200 € : POUR QUI ?

"Pension minimum à 1 200 €", voici la promesse annoncée par le Gouvernement au lancement de sa réforme. Très vite, les ministres se sont ravisés : **1 200 € mais bruts, pour une carrière complète et pas pour tout le monde**. Olivier Dussopt annonçait alors que **225 000 personnes** seraient concernées par cette hausse des pensions de retraite. Quelques jours plus tard, ce chiffre était descendu à **40 000**. En réalité seules **quelques centaines de personnes** pourraient en bénéficier.

43 OU 44 ANNUITÉS ?

En plus d'être injuste, la réforme est d'une absurdité sans nom. Selon l'âge de début d'activité, le nombre d'annuités requises diffère : si je débute à **16 ans**, je dois cotiser **44 annuités**. Si je commence à **17 ans** c'est **43 annuités**. Mais si j'attends **18 ans** c'est à nouveau **44 annuités**. Réponse des ministres : "**44 annuités si l'on commence à un âge pair, 43 à un âge impair**". Ridicule, et pourquoi pas une différence de pension selon si l'on débute en semaine A ou en semaine B !

RIPoste

 Hadrien Clouet  @HadrienClouet · 14 févr.
On en arrive à un niveau d'absurdité : des députés Renaissance déposent des amendements pour annuler les amendements à venir de députés Renaissance.

C'est sans doute ça pour eux, l'économie circulaire.

#ReformeDesRetraites

53 210 617 23,4 k

REJOIGNEZ-NOUS

 hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

 facebook.com/HadrienClouet

 @HadrienClouet

 instagram.com/hadriencloquet

LES FEMMES, GRANDES PERDANTES



Elisabeth Borne l'a martelé sur tous les plateaux "cette réforme est une réforme de justice pour les femmes". Balayant d'un revers de main les problématiques d'inégalités salariales (en moyenne **les femmes gagnent 28,5% de moins que les hommes**), la Première ministre voulait faire croire à un projet de progrès vers l'égalité femmes-hommes. Evidemment il n'en est rien.

Il faut d'abord rappeler que les femmes ont souvent des carrières hachées, elles occupent **76% des emplois à temps partiel** (rapport d'Oxfam [ici](#)) et la majorité des postes les moins bien rémunérés (**63% des postes non qualifiés occupés par des femmes**). Alors avant de s'attaquer aux retraites, l'urgence est à l'égalité salariale. Payer les femmes comme les hommes à poste égal rapporterait **8 milliards d'euros aux caisses de retraites et rendrait le texte inutile**. Avec cette réforme, les femmes devront **travailler 2 ans de plus** pour espérer voir leurs pensions augmenter de **30 € brut** pour une carrière complète... **2 ans de pension en moins donc, soit 34 000 € de perdus**.